

Le dénonciateur Quien
est condamné
à la peine de mort.

LOCK-OUT : LES MUSIC-HALLS DE PARIS SERONT FERMÉS CE SOIR

EXCELSIOR

16^e Année. — N° 3.2.2. — 15 centimes. — Étranger : 20 centimes. — Le plus court croquis m'en dit plus long qu'un long rapport. — NAPOLEON
Pierre Lafitte, fondateur. Téléphone : Gutenberg 02-73 - 02-75 - 13.00. — Adresse télégr. : Excelsior-Paris. 20, rue d'Enghien, Paris.

SAMEDI
6
SEPTEMBRE
1919

L'effort est
vain s'il n'est
soutenu.
PASCAL.

LES INCENDIES DE FORÊTS DANS LE VAR

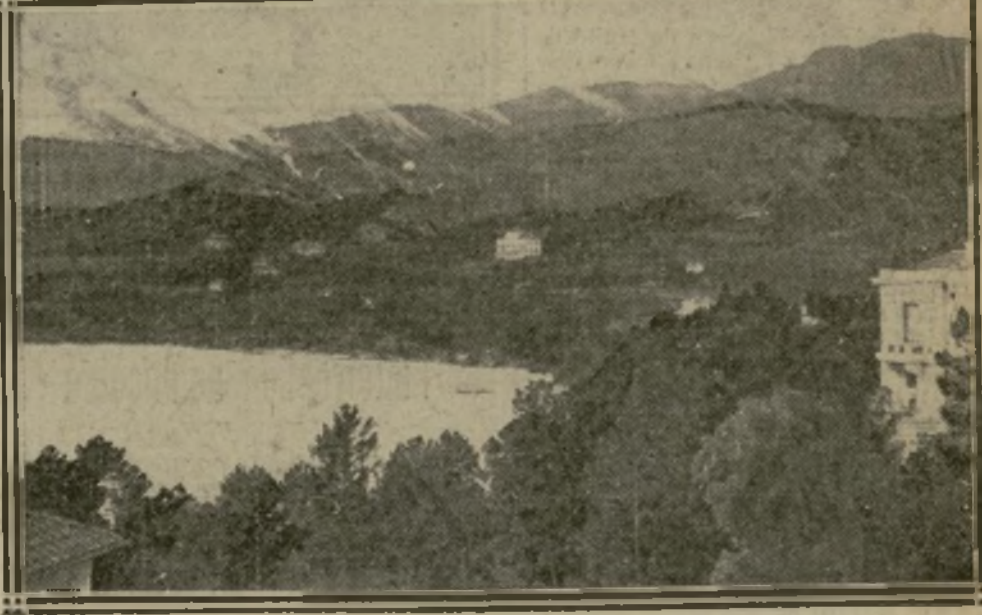
PHOTOGRAPHIES PRISES PAR L'ENVOYÉ SPÉCIAL D'EXCELSIOR



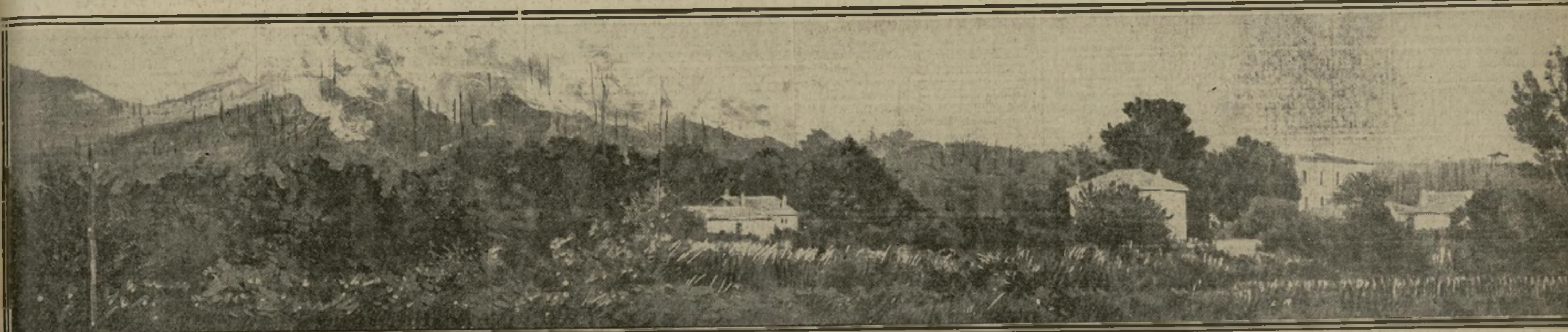
LA COTE, PRÈS DU CANADEL, OÙ LE FEU S'ARRÊTA



LA FORÊT BRULÉE, AUX ABORDS DE CAVALIÈRE



VUE DU CANADEL, MENACÉ PAR L'INCENDIE

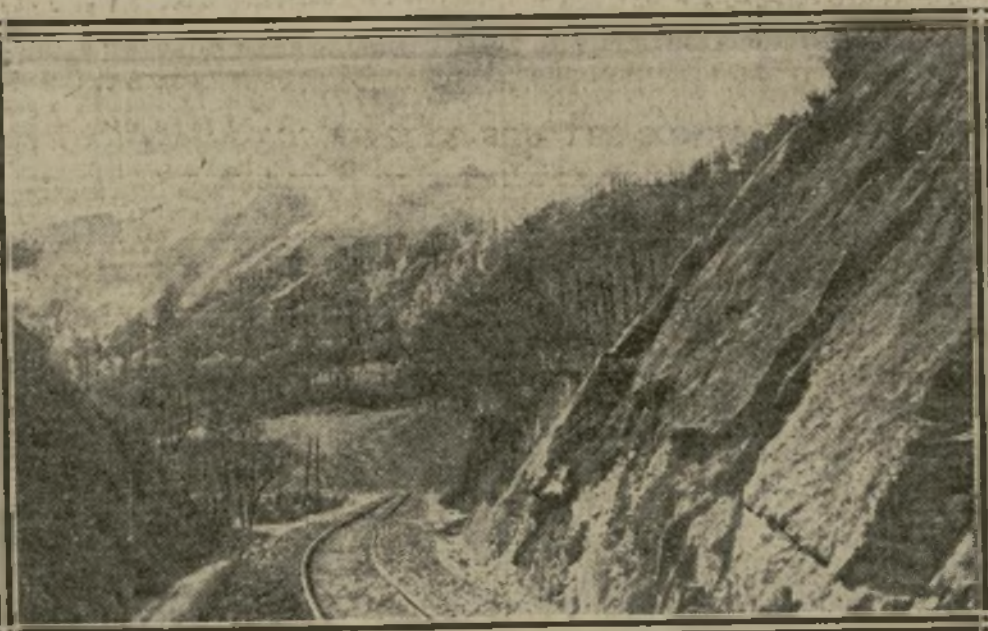


LE QUARTIER DE LA GARE A CAVALAIRE : L'INCENDIE S'EST ARRÊTÉ SUR LES SOMMETS QUE L'ON VOIT ENCORE FUMANTS AU SECOND PLAN



UN SOMMET, PRÈS DE COGOLIN, LIMITE DU SINISTRE

On sait quelle intensité ont pris dans le Var les incendies de forêts. Des villages : Le Canadel, Cavalière, Cogolin, Cavalaire et Grimaud, ont été menacés par les flammes. Les stations balnéaires du Canadel et de Cavalaire furent même évacuées par leurs habitants. Ceux-ci se réfugièrent sur la plage, où un



LE SQUELETTE DE LA FORÊT ENTRE CAVALAIRE ET COGOLIN



LES BOIS DÉVASTÉS AUX ENVIRONS DE GRIMAUD

remorqueur, envoyé de Toulon, le « Milon », vint les chercher. Au total, grâce à l'intervention de la troupe, les villages sont presque indemnes, bien qu'ils aient été serrés de très près par le feu, ainsi qu'en témoigne tout particulièrement notre troisième photographie : celle du Canadel, menacé par l'incendie.

UN ÉMOUVANT HOMMAGE AUX MORTS DU PLATEAU DE DOUAUMONT



L'ENDROIT OÙ SERA ÉRIGÉ LE MONUMENT

Nous avons relaté hier la cérémonie qui s'est déroulée jeudi au plateau de Douaumont, sous la présidence du cardinal Dubois, ancien évêque de Verdun, actuellement évêque de Rouen, et en présence du maréchal Pétain et de Mgr Ginisty, évêque de Verdun. Après avoir béni les croix et l'ossuaire, établi à



PENDANT L'ALLOCUTION DU CARDINAL DUBOIS. — AU CENTRE : LE MARÉCHAL PÉTAINE

l'endroit où sera érigé le monument aux défenseurs de la ville, sur le point le plus élevé du plateau, où se dresse une croix de bois, le cardinal prononça une allocution rendant hommage aux héros, puis le général Valentin fit le récit de la grande bataille, dont le panorama s'étalait sous les yeux de l'auditoire.

A LA CHAMBRE

LES CLAUSES FINANCIÈRES DU TRAITÉ

Intervenant après M. Bedouce, M. Klotz, ministre des Finances, produit des chiffres et montre ce que le traité de paix nous apporte.

L'Allemagne supportera les charges des pensions. La suite de la discussion continuera mardi prochain.

Avec M. Bedouce, l'examen du traité de paix a pris, hier, le caractère d'une discussion budgétaire.

Le député de Toulouse est l'un des spécialistes du groupe socialiste en matière financière. Habitué à jongler avec les chiffres, il montra aisément la situation désastreuse qui serait faite à la France au point de vue financier si le traité intervenait entre les Alliés et l'Allemagne. L'état aussi entre les Alliés eux-mêmes.

Au total, dit-il, la guerre a coûté 350 milliards à la France, dont 175 milliards restent à payer, tant pour le service des pensions qu'il faut la réparation des dommages. La dette — y compris la dette antérieure à la guerre — s'élève, le 31 décembre 1919, au moins 200 milliards.

M. Bedouce supplia le gouvernement d'éclaircir la situation dans ce qu'elle a de grave pour notre pays.

La Société des nations, si elle est une chose vraie, si elle est une chose fondée sur la justice, dit-il, doit tenir compte de cette situation.

L'orateur déclara vouloir se laisser aller à un rêve généreux. Il imagina, sous l'égide de la Société des nations, le peuple allemand nous livrant son charbon de bon gré pour contribuer à notre prospérité, tandis que, de notre côté, nous lui livrerions notre minerai. Sans des échanges de cette nature, volontairement consentis, il estime que la Société des nations est incapable d'assurer au monde une paix durable.

Après avoir rappelé que, par le traité, les gouvernements alliés et associés reconnaissent que l'Allemagne est responsable des pertes et dommages causés par la guerre, mais que ses ressources ne sont pas suffisantes pour assurer la réparation complète de ces pertes et dommages, M. Klotz, ministre des Finances, produisit aussi des chiffres.

En 1914, dit-il, la France avait à supporter 145 milliards de frais de guerre. L'Angleterre, 166 milliards, avec ses colonies et dominions, 180 milliards; les États-Unis, 114 milliards; la Belgique, 94 milliards; la Serbie, 32 milliards; la Turquie et la Bulgarie, 49 milliards. Et les frais pour l'Allemagne étaient de 241 milliards et pour l'Autriche-Hongrie de 211 milliards et pour l'Espagne de 1,000 milliards.

Au total, ces chiffres ne sont compris ni le montant des pensions militaires, ni celui des dommages. Et, sur ces 1,000 milliards, 670 environ incombent en charge aux puissances alliées et associées. Si tout devait être payé par l'Allemagne, ce serait pour elle, au taux de 5/0, une annuité de 35 milliards et demi pendant cent ans, soit un versement effectif de 3,550 milliards.

Si vous y ajoutez les dommages et les pensions, dit M. Klotz, le total de 1,500 milliards, c'est-à-dire un chiffre tel qu'il ne pouvait être retenu.

Le gouvernement a donc voulu obtenir et a obtenu la réparation de tous les dommages aux biens et aux personnes. M. Klotz s'efforça de démontrer que, sur ce point, la non-détermination du chiffre était de l'intérêt de la France.

Tout chiffre forfaitaire est paru excessif à l'Allemagne, dit-il, et insuffisant à la France.

Le ministre fit observer que le traité ne règle pas l'ensemble des questions financières qui peuvent être posées entre la France et les ennemis. Une série de conversations sont engagées, à cet égard, et se poursuivront sans arrêt.

On attribue la France, poursuit-il, dans un délai de deux ans, indépendamment du matériel du chemin de fer et du matériel agricole ainsi que des réparations, nous donnerons une part à déterminer sur un versement de 20 milliards de marks en or; une autre part à déterminer sur une émission de bons d'une valeur de quarante milliards de marks en or, portant intérêt à 2/0; une troisième part à déterminer sur une partie du tonnage allemand ainsi que sur les stocks allemands de matières colorantes, 7 millions de tonnes de charbon pendant quatre années, les quantités déterminées pendant les années suivantes; le remboursement des frais d'occupation, le droit de nous faire concéder une part dans les intérêts allemands en Russie, notamment celui d'obtenir le pétrole des crans d'avant-guerre, au taux d'avant-guerre, ainsi que le maintien des contrats qui nous sembleraient intéressants à maintenir, et, remarquons-le, le retour à la France de l'Alsace-Lorraine, franche et quitte de toutes dettes.

Au Maroc, droit de liquider les biens allemands, transfert des actions qui représentent la part de l'Allemagne dans la Banque du Maroc, et, enfin, placement sous le mandat français d'une partie des colonies allemandes, franche et quitte de toutes dettes.

Tout cela antérieurement au premier mai 1921.

M. Klotz affirma que c'était là quelque chose, contrairement à ce qu'on prétendait quelques orateurs. Sur une question de M. Bedouce, il répéta que l'Allemagne supporterait les charges des pensions. A ce moment, une interruption de M. Louis Marin provoqua un vif incident.

Vous savez bien que, pour les pensions et les régions envahies, l'Allemagne ne paiera pas; c'est la dette de la guerre. L'année prochaine vous savez bien que, sur les dix milliards que nous revendrons, peut-être sur les vingt milliards, nous ne toucherons presque rien puis que nous aurons reçu dix milliards de marchandises.

M. Loucheur, ministre de la Reconstitution industrielle, qui a été l'un des négociateurs français à la Conférence, protesta avec énergie.

Est-ce dans la poche de l'Etat que rentreront ces marchandises? s'écria-t-il. Elles seront achetées et leurs acheteurs rendront à M. Klotz les billets de banque qu'ils détiennent. Il ne faut pas laisser dire que les intérêts de la France ont été mal défendus.

M. Klotz releva enfin contre les attaques dont les négociateurs ont été l'objet. Il fit observer que des conversations se poursuivaient entre les Alliés, et que diminuer ceux qui parlaient au nom de la France n'était pas de nature à lui aider à soutenir nos revendications.

Sur de nombreux bancs, le ministre des Finances fut chaleureusement applaudi.

La discussion continuera mardi.

Leopold BLOND.

LA LECTURE DE L'ARRÊT CONDAMNANT QUIEN A LA PEINE DE MORT



LE COLONEL PRÉSIDENT DU 6^e CONSEIL DE GUERRE FAIT CONNAÎTRE PUBLIQUEMENT LA SENTENCE DES JUGES

A LA GLOIRE DES ÉTATS-UNIS

LE MONUMENT COMMÉMORATIF de l'intervention américaine

Ce matin aura lieu à la pointe de Grave la pose de la première pierre. Le président de la République et M. M. Dubost et Deschanel assisteront à cette cérémonie.

Le président de la République a quitté Paris hier soir, à 21 h. 30, pour se rendre à la pointe de Grave, où il assistera ce matin à la pose de la première pierre du monument commémoratif de l'intervention américaine.

Le train présidentiel arrivera à 9 h. 30. M. Raymond Poincaré est accompagné de MM. Polk, premier délégué américain à la Conférence de la paix, et H. Wallace, ambassadeur des États-Unis, auxquels se sont joints les personnalités suivantes de l'ambassade: amiral Long, attaché naval; capitaine John H. Mac Fadden, attaché militaire adjoint; M. R. H. Norwood, secrétaire particulier de M. Wallace, et capitaine Melville Wallace, fils de l'ambassadeur.

Assisteront également à la cérémonie: MM. Antonin Dubost, président du Sénat; Paul Deschanel, président de la Chambre des députés; Lafferre, Clavielle, Loucheur, Tardieu, ainsi que des délégués du Sénat et de la Chambre.

Mille soldats américains seront présents. Des détachements français et américains rendront les honneurs, pendant qu'à bord du croiseur *Gloire*, amarré à la pointe de Grave, jouera la musique des équipages de la flotte.

La cérémonie terminée, le président de la République et les invités s'embarqueront sur le *Quinette-de-Rochefort* pour rentrer à Bordeaux, à 5 heures, et se rendre à la Préfecture où aura lieu une réception officielle.

Au Sénat

Le problème des loyers dans les régions libérées

Après avoir autorisé la ville de Dunkerque à établir une taxe sur la valeur locative des chambres et logements garnis, le Sénat a voté hier le projet de loi réglant les droits et obligations résultant des baux d'immeubles atteints par faits de guerre ou situés dans les localités évacuées ou envahies.

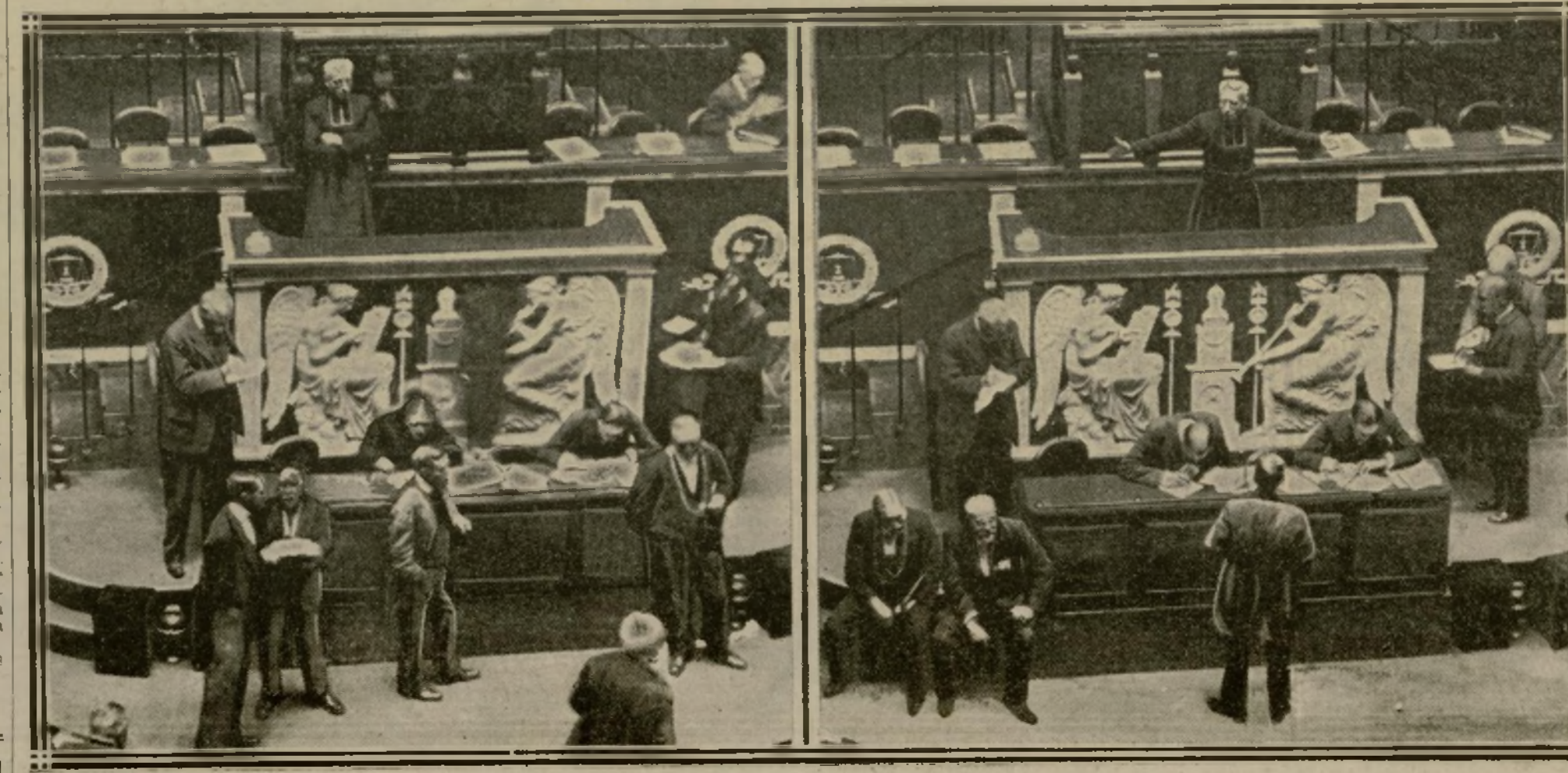
M. Henry Chéron a exposé, dans la discussion générale, l'économie de ce projet qui s'applique plus spécialement à des immeubles dont la plupart des locataires, demeurés dans les régions envahies pendant les deux années de l'occupation allemande, sont dans l'impossibilité absolue de payer leurs loyers.

Ce projet viendra prochainement en discussion devant la Chambre.

Le policier espagnol Bravo Portillo assassiné

BARCELONE, 5 septembre. — Le policier Bravo Portillo, qui fut pendant la guerre l'objet de poursuites judiciaires sous l'inculpation d'espionnage au service de l'Allemagne, a été assassiné cet après-midi.

LA CHAMBRE A SUPPRIMÉ HIER LE SECTIONNEMENT ÉLECTORAL



L'ABBE LEMIRE ATTEND LA FIN DU TUMULTE... ET REFUSE ENSUITE DE RATIFIER LE SECTIONNEMENT

La Chambre a poursuivi hier matin, au milieu d'une agitation considérable, la discussion du sectionnement électoral. L'abbé Lemire, député d'Hazebrouck, est venu défendre son amendement, qui supprime purement et simplement le sectionnement dans tous les départements.

Le député d'Hazebrouck fut adopté par 286 voix contre 157.

AU PALAIS-BOURBON

AUCUN DÉPARTEMENT NE SERA SECTIONNÉ

Mais M. Peyroux propose d'ajouter: "... à l'exception du département de la Seine", et il sera statué mercredi matin sur cet amendement.

La Chambre a pris hier, en ce qui concerne les sectionnements électoraux, une décision qui devrait être considérée comme le débat. Par 286 voix contre 157, elle a adopté un amendement Lemire ainsi conçu:

Aucun département ne sera sectionné.

On pourrait croire que la cause est entendue, que toute discussion est superflue. La Chambre n'a-t-elle pas décidé qu'aucun département ne sera sectionné? Il n'en est rien, cependant. Mercredi matin, M. Peyroux soutiendra, en effet, un amendement ayant pour objet d'ajouter au texte de M. Lemire les mots: "... à l'exception du département de la Seine". Un autre pour la Haute-Garonne. Et ainsi de suite. De cette façon, on peut très bien arriver à sectionner tous les départements après avoir décidé en principe de ne pas diviser aucun.

A l'ouverture, MM. Laval et Hesse retiennent leur amendement, auquel, contrairement à leur désir, la Chambre avait accordé la priorité de la discussion, et qui tendait à ajourner aux élections de 1923 l'application de la réforme électorale. M. Laval ne cacha pas, d'ailleurs, son intention de le reprendre lorsque viendra en discussion le projet fixant la date des élections.

M. Hesse et Laval ne répondirent pas. Finalement, on passa au vote, et l'amendement de M. Lemire se trouva adopté par 286 voix contre 157, après pointage.

La Chambre se prononcera mercredi sur l'amendement de M. Peyroux, puis sur celui de M. Barthe, qui tend à l'établissement de la proportionnelle intégrale.

L'abbé Lemire à la tribune

L'abbé Lemire soutint alors son amendement, déclarant qu'il ne voulait pas participer à un tripatouillage quelconque.

Tous les découpages sont basés sur les résultats des précédentes élections, dit le député d'Hazebrouck. Vous enchaînez l'éventail au passé. Vos calculs aboutissent peut-être au présent, mais ils ne vous conduisent pas à l'avenir. Vous ne pouvez pas, pour le sectionnement, aucune règle fixe. Ainsi, dis-je que la Chambre ne doit pas prendre la responsabilité des sectionnements quand nous ne pouvons à prendre nous-mêmes. Que la France ait ou n'ait l'impression que la partie librement, quelle n'est pas contrainte de se conformer à un découpage qui ne peut se défendre publiquement.

Tout comme M. Lemire, M. Peyroux se prononça contre les sectionnements. Mais il demanda une exception pour Paris et le département de la Seine.

Non, ne pouvons, dit-il, accepter pour Paris un découpage qui portera sur 400,000 suffrages. Les difficultés matérielles seront très grandes, on le verra en 1923. D'autre part, il ne faut pas qu'il y ait des députés élus par 100,000 suffrages et d'autres élus par 30,000 seulement.

Discussion agitée

La discussion se poursuivit, assez agitée. M. Raoul Péret, qui présidait, et dont les débuts au fauteuil furent excellents, eut ainsi l'occasion de montrer dans ses fonctions de l'énergie et de l'autorité. Au nom de la commission, M. Desoye, rapporteur, et M. Varenne, président, adjurent la Chambre de maintenir les sectionnements.

M. Varenne s'adressa surtout aux proportionnalistes.

Si la proportionnelle avait été votée, leur dit-il, la question des sectionnements ne se poserait pas. Mais, avec la loi du 12 juillet qui donne les sièges à la majorité absolue, dans certains grands départements les minorités ne seront pas représentées si vous ne sectionnez pas.

M. de Monzie montra la discussion hypothétique par une sorte de chantage politique.

Nous avons compris, s'écria-t-il, que le débat sur l'amendement de MM. Hesse et Laval recommencerait bientôt. Si les sectionnements sont des méconnaissances, on espère que demain ils se porteront derrière MM. Laval et Hesse au secours de l'arbitraire.

Alors nous devons insister, comme les grands magasins pour les commodités des vieilles dames incertaines, le système des "rendus". L'ennemi est trop droit. La jupe n'est plus à la mode. Elle me gêne, je la rends. Voilà le système législatif qu'on veut nous faire adopter pour nos derniers jours de vie parlementaire.

Un tonnerre d'applaudissements accueillit ces paroles.

Avant tout, poursuivit M. de Monzie, je veux que la loi reste la loi. Or, on ne peut contester qu'un fait les calculs, et qu'on propose une procédure destinée à rendre la loi à cette jeunesse nouvelle qu'est la réforme électorale.

Veul-on enlever au peuple l'antiparlementarisme? Je demande à mes collègues, qui ont retiré leur amendement, de s'expliquer clairement, et de le retirer définitivement pour que nous discutions dans la clarté.

MM. Hesse et Laval ne répondirent pas.

Finalement, on passa au vote, et l'amendement de M. Lemire se trouva adopté par 286 voix contre 157, après pointage.

La Chambre se prononcera mercredi sur l'amendement de M. Peyroux, puis sur celui de M. Barthe, qui tend à l'établissement de la proportionnelle intégrale.

L'enquête parlementaire sur la métallurgie

La déposition de M. Albert Thomas

La commission d'enquête sur la métallurgie a repris, hier, ses travaux.

Elle a entendu M. Albert Thomas sur le bombardement de Briey. M. Thomas a déclaré qu'en 1915 et 1916, à l'époque où il était sous-secrétaire d'Etat, des plans de bombardement de cette région et des usines du Rhin lui furent soumis; mais ces bombardements n'avaient pas été exécutés.

M. Albert Thomas exposa donc ses craintes au président de la République, qui ne parut pas partager ses angoisses.

M. Albert Thomas a critiqué l'inaction du G.Q.G., qui déclarait ne pas pouvoir effectuer le bombardement de Briey parce qu'il manquait d'avions.

AU 6^e CONSEIL DE GUERRE

LE DÉNONCIATEUR QUIEN condamné à la peine capitale

A l'issue de l'audience, six des sept juges ont signé un recours en grâce en sa faveur. C'est par 4 voix contre 3 que la peine de mort a été prononcée.

Quien, déclaré coupable d'escroquerie et d'intelligences avec l'ennemi à l'unanimité, est condamné à la peine de mort par quatre voix contre trois.

Telle est la sentence rendue, hier, par le 6^e conseil de guerre.

A l'ouverture de l'audience, la parole fut donnée à M. Henri Darnier, défenseur de Quien. L'avocat plaida avec conviction l'innocence de l'accusé, en ce qui concerne les faits d'intelligences avec l'ennemi, et dans sa peroration supplia les juges de ne pas condamner un homme sans preuves.

Quien, interpellé par le président, n'ajouta à la plaidoirie de son défenseur que ces mots:

Quelle que soit la peine à laquelle vous me condamnerez, je la subirai avec courage. Je répète et je répéterai toujours que je suis innocent.

Le conseil de guerre se retira alors dans la chambre des délibérations.

Deux questions étaient posées: l'une concernant les escroqueries, l'autre les intelligences avec l'ennemi. Voici le texte de la question principale:

« Quien est-il coupable d'avoir, de 1914 à 1917, en tout ou en partie, en temps ou en lieu, en France, en Belgique, en Allemagne ou en tout autre lieu, entretenu des intelligences avec les ennemis de l'Etat, dans le but de favoriser leurs entreprises ou de leur fournir des renseignements sur les possessions ou les forces militaires françaises, notamment en entrant en relations avec des policiers et agents de l'Allemagne, et en remplissant le rôle d'agent provocateur? »

A l'unanimité, le conseil a répondu affirmativement aux deux questions. Puis par quatre voix contre trois il a prononcé la peine de mort.

Lorsque Quien eut appris par la lecture que lui en fit le greffier, à huis clos et devant la garde, sa condamnation à mort, il éleva une nouvelle protestation.

Je tiens à affirmer, dit-il, une fois de plus, que je suis innocent.

Après l'audience, M. Henri Darnier a présenté aux juges un recours en grâce en faveur de Quien. Six sur sept des magistrats ont bien voulu donner leur signature.

D'autre part, Quien, dans la soirée, s'est pourvu en révision contre sa condamnation à mort.

Je tiens à affirmer, dit-il, une fois de plus, que je suis innocent.

Après l'audience, M. Henri Darnier a présenté aux juges un recours en grâce en faveur de Quien. Six sur sept des magistrats ont bien voulu donner leur signature.

D'autre part, Quien, dans la soirée, s'est pourvu en révision contre sa condamnation à mort.

Je tiens à affirmer, dit-il, une fois de plus, que je suis innocent.

Après l'audience, M. Henri Darnier a présenté aux juges un recours en grâce en faveur de Quien. Six sur sept des magistrats ont bien voulu donner leur signature.

D'autre part, Quien, dans la soirée, s'est pourvu en révision contre sa condamnation à mort.

Je tiens à affirmer, dit-il, une fois de plus, que je suis innocent.

Après l'audience, M. Henri Darnier a présenté aux juges un recours en grâce en faveur de Quien. Six sur sept des magistrats ont bien voulu donner leur signature.

D'autre part, Quien, dans la soirée, s'est pourvu en révision contre sa condamnation à mort.

Je tiens à affirmer, dit-il, une fois de plus, que je suis innocent.

Après l'audience, M. Henri Darnier a présenté aux juges un recours en grâce en faveur de Quien. Six sur sept des magistrats ont bien voulu donner leur signature.

D'autre part, Quien, dans la soirée, s'est pourvu en révision contre sa condamnation à mort.

Je tiens à affirmer, dit-il, une fois de plus, que je suis innocent.

Après l'audience, M. Henri Darnier a présenté aux juges un recours en grâce en faveur de Quien. Six sur sept des magistrats ont bien voulu donner leur signature.

D'autre part, Quien, dans la soirée, s'est pourvu en révision contre sa condamnation à mort.

Je tiens à affirmer, dit-il, une fois de plus, que je suis innocent.

Après l'audience, M. Henri Darnier a présenté aux juges un recours en grâce en faveur de Quien. Six sur sept des magistrats ont bien voulu donner leur signature.

D'autre part, Quien, dans la soirée, s'est pourvu en révision contre sa condamnation à mort.

Je tiens à affirmer, dit-il, une fois de plus, que je suis innocent.

Après l'audience, M. Henri Darnier a présenté aux juges un recours en grâce en faveur de Quien. Six sur sept des magistrats ont bien voulu donner leur signature.

D'autre part, Quien, dans la soirée, s'est pourvu en révision contre sa condamnation à mort.

Je tiens à affirmer, dit-il, une fois de plus, que je suis innocent.

Après l'audience, M. Henri Darnier a présenté aux juges un recours en grâce en faveur de Quien. Six sur sept des magistrats ont bien voulu donner leur signature.

D'autre part, Quien, dans la soirée, s'est pourvu en révision contre sa condamnation à mort.

DERNIERS MOMENTS

"ANASTASIE" EST ENTRÉE EN AGONIE

Dans les salles où se trouvaient une centaine de censeurs et 80 secrétaires, une douzaine de jeunes gens attendent leur démobilisation.

Un officier à quatre galons qui exerçait les fonctions de secrétaire général a été remplacé par un caporal.

Anastasia est bien malade. Anastasia va mourir, ses jours sont comptés. Dans une dernière entrevue, elle a donné ses dernières instructions à ses secrétaires.

Or, le trépas de la censure ne se produisant pas brusquement, depuis qu'a commencé la démobilisation, elle se meurt de langueur et d'angoisse; son agonie est lente, et l'on ne pourrait noter les progrès au jour le jour.

Dans les vastes salles où bourdonnaient naguère, dans une activité de ruée, une centaine de censeurs et quatre-vingts secrétaires, sans compter les plantons au service de la censure, la pénurie croissante d'hommes a fait attendre les démobilisés, en parcourant sans cesse les salles et en donnant des visages hébétés.

Comment feraient-ils, au surplus, ces rescapés, pour lire, ligne par ligne, en un demi-heure, les dix-huit journaux du soir, et en un peu plus d'une heure, les trois ou quatre journaux du matin?

El puis, les notes sur la foi. Quelques-uns — faut-il le dire? — ne sont pas très nettement persuadés de l'utilité de leur travail.

D'autres s'occupent surtout à compléter les jours qu'il leur reste à « tirer », et l'un d'eux disait hier, en dépliant mollement une morasse:

— J'ai une majoration de trois classes et je suis libérable après-demain.

Quelle constatation lui semblait évidemment beaucoup plus intéressante que la lecture de ses épreuves.

Les censeurs de la guerre

C'est cette libération successive des classes qui a porté le premier coup à Anastasia. Les censeurs, en effet, avaient été choisis, à juste titre, parmi les hommes mûrs, sérieux, aptes à prendre des responsabilités. Or, depuis l'armistice, les hommes mûrs, sérieux, ont quitté la section pour s'en retourner dans leurs foyers de notaires ou d'avocats, ou dans leurs salles de rédaction. Prévoyant que l'insuffisance de la censure ne pourrait pas, d'ailleurs, le commandant Nusillard, qui en est le directeur, avisé et courtois, n'a pas jugé à propos, sans doute, de demander le remplacement des manquants, et il n'a gardé que les jeunes, puis les très jeunes, dont le nombre est maintenant si réduit que le personnel des bureaux de la Doune n'est plus que le squelette de l'ancienne administration.

Il ne restait que quatre galons, qui exerçaient les fonctions de secrétaire général, et qui, remplacés, par un caporal — et il n'y avait plus que des choses n'en vont pas plus mal, mais cela, l'officier adjoint a été supprimé. Seuls des dactylographes, et en outre trois dans ces bureaux, ou, naguère, on travaillait en permanence, ou les équipes de censeurs opéraient jour et nuit, ou la trêve de déjeuner était interrompue par une séance de censure, ou, au moins, un planton déshabillé et un mélancolique officier de service, qui semblait appartenir à une institution d'un autre âge.

Bientôt un jour viendra, peut-être, où le commandant Nusillard sera tout à fait seul dans son administration agonisante; de là il est obligé de lire lui-même, avec les quelques collaborateurs qui lui restent, dix-huit journaux du soir et les trois ou quatre journaux du matin, et les trois mille dépêches quotidiennes de presse, et les périodiques, et les livres... Il lui arrive de porter les morasses, de répondre au téléphone; il ne lui manque plus que de balayer l'escalier.

Et le commandant Nusillard aura toujours le sourire.

Anastasia est bien malade, Anastasia va mourir... — LÉON GROC.

Les réceptions de M. Clemenceau

MM. Clavielle, Glavielle, Lebrou et Basy ont été reçus, hier, à la fin de l'après-midi, par M. Clemenceau, avec qui ils ont eu un entretien.

Les grèves de Marseille

MARSEILLE, 5 septembre. — Les dockers et les corporations en grève ont tenu une nouvelle réunion ce matin. Ils ont voté un ordre du jour dans lequel ils déclarent qu'ils sont résolus à continuer la lutte et à faire appel à l'intervention du conseil municipal pour appuyer leur cause.

Un fait nouveau s'est produit ce soir. Sur l'initiative du préfet, qui a fait appel aux sentiments de conciliation, les entrepreneurs et les dockers ont consenti à se réunir cet après-midi, à 10 heures, à la préfecture.

La discussion s'ouvrira sur l'établissement d'un salaire provisoire applicable pendant la période transitoire, et en attendant que la commission ait fixé le salaire définitif.

M. Caillaux sera-t-il transféré

En raison de l'état de santé de M. Joseph Caillaux, M. de Moro-Gianni vient d'adresser à M. Lescouvé, procureur général près la Haute Cour, une lettre demandant le transfert de l'ancien ministre des Finances dans une maison de santé.

Le docteur Lescouvé a répondu que M. Caillaux n'était pas en état d'être transféré dans une maison de santé.

Le docteur Lescouvé a répondu que M. Caillaux n'était pas en état d'être transféré dans une maison de santé.

Le docteur Lescouvé a répondu que M. Caillaux n'était pas en état d'être transféré dans une maison de santé.

Le docteur Lescouvé a répondu que M. Caillaux n'était pas en état d'être transféré dans une maison de santé.

Le docteur Lescouvé a répondu que M. Caillaux n'était pas en état d'être transféré dans une maison de santé.

Le docteur Lescouvé a répondu que M. Caillaux n'était pas en état d'être transféré dans une maison de santé.

Le docteur Lescouvé a répondu que M. Caillaux n'était pas en état d'être transféré dans une maison de santé.

Le docteur Lescouvé a répondu que M. Caillaux n'était pas en état d'être transféré dans une maison de santé.

Le doct

LES COURS

La Dernière Heure, de Bruxelles, dit que le départ du roi, de la reine et du prince Léopold pour les États-Unis est fixé au 22 septembre. Ils s'embarqueront à bord d'un navire de guerre américain.

Le shah de Perse, arrivé à Montreux Jeudi, voyage incognito, sous le nom de prince Abdol, accompagné d'un officier britannique, du ministre de Perse à Berne, qui était allé à sa rencontre à Domodossola, et d'une suite de quatorze personnes.

CORPS DIPLOMATIQUE

Le Giornale d'Italia annonce que le gouvernement italien a décidé d'envoyer dans les capitales des grandes nations étrangères un attaché militaire spécialement compétent dans les questions aéronautiques. Le colonel Piccio est nommé à Paris.

INFORMATIONS

La marquise de Saint-Paul est partie pour Chambéry.

La baronne Jacques de Baloré vient d'arriver à Vichy pour y faire une cure.

M. Roubet, le distingué artiste peintre, après une assez longue absence, est de retour à Paris.

Lord et Lady Waterfield viennent de traverser Paris, se rendant à Brides-les-Bains.

NAISSANCES

Mme R. de Saint-Blancard vient de donner heureusement le jour à un fils qui a reçu le prénom d'Olivier.

La comtesse Alphonse de La Bourdonnaye vient de mettre au monde une fille qui s'appellera Bertram.

La comtesse de Ponton d'Amécourt a donné naissance à un fils : Maurice.

FIANCEILLES

Nous apprenons les fiançailles du comte Amédée de La-Salvère, lieutenant, détaché à l'état-major du commandant en chef des armées alliées, décoré de la croix de guerre et trois fois cité, fils du comte Ed. de La-Salvère et de la comtesse, née de Ma-Mahon, avec Mlle Eléonore de Chabannes La Palice, fille du comte Jean de Chabannes La Palice et de la comtesse, née de Tournon.

MARIAGES

Le 2 septembre a été célébré, en l'église Saint-Sulpice, le mariage de notre concitoyen Maurice Couquelin, de la Démocratie, avec Mlle Louise Margat.

DEUILS

C'est à 4 heures, demain après-midi, et non à trois, comme il avait été dit d'abord, qu'auront lieu les obsèques de Jean Julien, à Ville-d'Avray.

M. Pierre Lefebvre et sa famille, dans l'impossibilité de répondre à toutes les personnes qui leur ont témoigné leur grande sympathie à l'occasion du deuil cruel qui les frappe, les prient de recevoir l'expression de leurs remerciements les plus sincères.

Contrairement à la nouvelle publiée par plusieurs journaux, le lieutenant Marinovitch, de l'aviation française, qui vient d'être tué dans un accident d'avion, n'est pas polonois; il appartient à une des plus vieilles familles serbes. Son grand-père a été le premier ministre de Serbie en France, et son père, Helizard, officier de la Légion d'honneur, était ingénieur de très grande valeur, sorti de l'École Polytechnique.

Par alliance, la famille Marinovitch est apparentée à la famille royale des Karageorgievitch.

Les obsèques du marquis des Monstiers-Mériville ont eu lieu, mardi dernier, en l'église paroissiale de Noire, en présence d'une très grande affluente de parents, d'amis et d'habitants de la commune.

Le deuil était conduit par le marquis des Monstiers-Mériville, son fils, le marquis de Labriffe, son beau-frère, le comte René des Monstiers-Mériville, le comte de Talhouët-Roy et le comte Hervé de Talhouët-Roy, ses cousins germains.

L'inhumation a eu lieu dans le caveau de la famille.

La baronne Henri de Seroux, née d'Arrompierre, une toute jeune femme de vingt-quatre ans, a été victime, hier, à Neuilly, d'un effroyable accident d'ascenseur.

Cette infortunée jeune femme était la belle-fille du colonel et de la baronne de Seroux.

Le peintre Georges Clairin vient de mourir, à l'âge de soixante-seize ans. Son œuvre évoque le temps où Sarah Bernhardt était la reine de la jeunesse de François Coppée. A cette époque, c'est-à-dire dans la décennie qui suivit la guerre de 1870, il n'était pas de fête parisienne, pas de réunion mondaine sans un programme dit au crayon aigre de Clairin. C'est de ce temps que date le portrait célèbre qui fit de Sarah Bernhardt, ses deux derniers envois au Salon — en 1913 — furent la Paix et la Guerre; le premier représentant la Paix et la Guerre; le second, la Ville ravagée par les barbares.

Au nombre des ouvrages de Clairin, citons les panneaux et le plafond du théâtre de Tours, ceux de l'Opéra, de la Sorbonne, de la Bourse de commerce, de l'Hôtel de Ville, du théâtre de Cherbourg.

Nous apprenons la mort :

Un colonel Rieffé de Pontevès-Giraudan, officier de la Légion d'honneur, décédé à l'âge de quatre-vingt-onze ans, en sa villa Thonnet, à Magesme, dans les Alpes-Maritimes.

Précédemment les obsèques de M. Rieffé de Pontevès-Giraudan, officier de la Légion d'honneur, décédé à l'âge de quatre-vingt-onze ans, en sa villa Thonnet, à Magesme, dans les Alpes-Maritimes.

Un cirque dans l'Oasis?

La réouverture du vieux cirque Médrano remet d'actualité les facéties traditionnelles des clowns qui ont donné prétexte à tant de chefs-d'œuvre. De Tabarin jusqu'à Fratellini, en passant par l'inoubliable Foot-it, les masques tragiques et comiques de ces bouffons virent nient-ils pas inspirer les poètes, les musiciens et les peintres, les Léoncavallo, les Gavianni, les Toulou-Lautrec, les Abel Truchet, les Naudin et les Pissarro?

Le gala de lundi 8 septembre à l'Oasis évoquera l'atmosphère du vieux cirque français riche de traditions et de fantaisie. Nous y reverrons les beaux jours de Moulin. Nous y retrouverons M. Loyal, au pantalon ourlé d'or, cher à nos souvenirs, et la dame en rose qui dresse les lapins blancs, et l'écuyère classique, et l'acrobate bouclé, et bien d'autres choses encore que nous ne pouvons révéler.

Retenez vos tables. (Elysées : 45-82.)

On danse tous les soirs de beau temps à l'Oasis.

OUI, MAIS RIBBY
HABILLE-TOI
LES DÉMOBILISES
En 48 heures d'un seul coup, nous vous faisons de la défense en paiement.
16, boulevard Poissonnière, PARIS

TIVOLI 19, Faub. du Temple
14, R. de la Douane

QUE nous avons donc de difficultés à remettre notre maison en ordre et à reprendre une existence paisible! Nous avons à peine éteint l'incendie qui a dévoré notre façade du Nord qu'un autre s'allume sur celle du Midi. Nous avons maintenant une ligne de feu dans les forêts du Var, avec communications quotidiennes : offensives, contre-offensives, accalmies, reprises et surprises, mouvements tourmentés et enveloppements, villes et villages assiégés, encerclés, pris à revers; pronostics, mouvements de troupes et tranchées hâtivement creusées. C'est une guerre en miniature dans une province qui en ignorait les horreurs. C'est une sorte de représentation symbolique du fléau qui, pendant cinq ans, ravagea les forêts humaines.

Représentation d'une exactitude remarquable. Les hommes en guerre ne sont pas très différents des éléments. L'âme des foudres domine, envahit et dévore les individus comme la flamme s'empare des pins et des chênes-lègés. Le vent des passions, le souffle des haines inclinent et tordent les volants comme le mistral piole toutes les branches enflammées dans le même sens pour déclencher sans cesse de nouvelles vagues d'incendies et propager l'énergie dévoratrice. Même force aveugle, même dynamisme mécanique, même automatisation dont on ne peut deviner les caprices, la durée et la résistance. Les dépêches qui nous décrivent les fluctuations de la vague de feu sont rédigées dans les mêmes termes que celles qui nous annonçaient, l'an dernier, un assaut dont on ne pouvait prévoir le développement. Et c'est bien, en effet, le même phénomène d'une force monstrueuse mise en mouvement et dont les réactions inattendues échappent vite à l'impulsion initiale.

Si j'étais professeur à l'École supérieure de guerre, je conseillerais à mes élèves, comme exercice pratique, d'aller visiter, devant les surprises d'une forêt en feu, tous leurs principes théoriques de stratégie!... EMILE.

Les dotations Cognac

J'avais donc des lettres de peres ou mères de familles nombreuses saut sur l'insolite, avec une telle violence depuis quelques jours, qu'on en est à y classer le troisième mille des demandes de dotations Cognac. Et ce n'est pas fini! La statistique vient, en effet, de révéler qu'il y avait en France, ces années dernières, plus de quarante mille familles comptant au moins neuf enfants... La besogne sera rude pour le secrétariat du Palais-Mazarin!

Sans compter que les sollicitations se font pressantes, tout en manquant de précision dans les indications que donnent leurs auteurs.

M. Frédéric Masson, secrétaire perpétuel de l'Académie française, s'est donc vu dans l'obligation de faire la déclaration suivante :

La donation Cognac-Jay n'étant pas encore autorisée par le conseil d'Etat, le président de la République, le secrétaire perpétuel n'a pas le droit d'imprimer dans quelles conditions les dossiers de demande devront être formés. Aussitôt que l'autorisation aura été obtenue, les indications nécessaires seront envoyées.

Frédéric Masson.

La parole est au Conseil d'Etat.

«Librairie» de grande dame

Lecture érudite et charmante du comte Alexandre de Laborde, hier, devant l'Académie des Inscriptions.

Anne de Polignac, comtesse de La Rochefoucauld, la gracieuse et très grande dame du temps de François I^{er} qui reçut Charles-Quint le 6 décembre 1530 en son château de Verneuil, merveille de l'Angoumois, avait réuni dans ce magnifique domaine la plus riche et la plus belle « librairie » que femme de goût et lettrée avertis puissent rêver.

Qu'est devenue cette collection précieuse de manuscrits et de livres rares? C'est leur histoire que vient d'écrire le comte Alexandre de Laborde.

Tout a été dispersé. Mais on retrouve chez le duc de Loubéville le fameux Livre d'heures, et à la Bibliothèque nationale le manuscrit enjuminé des Mémoires de Philippe de Commines, acheté à la vente de la « librairie » en 1879 par Albert de Naudou, et donné par ses héritiers à Chantilly. L'histoire de François I^{er}, achetée par le duc d'Angoulême, Malheureusement, à Genève, ont été détruits par les Allemands trois manuscrits précieux. Le reste, mais en de bonnes mains dans la famille d'Anne de Polignac ou chez des amateurs.

Séduite par la lecture de M. de Laborde, l'Académie l'a renvoyée pour sa séance publique du 21 novembre.

«Excelsior»... roi d'Angleterre

On peut bien le dire, à présent que la paix va être conclue, l'Excelsior représente un jour le roi d'Angleterre au cours d'une cérémonie officielle.

C'était à Bruges, au lendemain de l'ar-

LES PALMES DE LA MARNE



ON LES A CUEILLIES CETTE SEMAINE : ON LES DEPOSERA DEMAIN
A Nice, et dans le département des Alpes-Maritimes, partout où poussent des palmiers, on cueille des palmes, depuis huit jours, pour les expédier vers les champs de bataille de la Marne. Là, demain, jour anniversaire de la grande date héroïque, les palmes de la Côte d'Azur orneront les tombes des héros.

Un Te Deum solennel était chanté en la cathédrale, où les Allemands alliés avaient été invités pour représenter leur gouvernement.

Le correspondant de guerre d'Excelsior attaché à l'armée anglaise, revêtu, selon l'ordonnance, de la tenue d'officier britannique, voulant assister en simple curieux à cette cérémonie, se présenta aux portes de l'église. Il fut reçu par un simple soldat de la délégation anglaise, qui avait oublié l'invitation à elle adressée — et dont la mission consistait à représenter le souverain de la Grande-Bretagne, notre collaborateur, H. Montagu, fut conduit aux fauteuils de velours réservés aux délégués de Sa Majesté, sous l'escorte de suisses et d'officiers supérieurs de l'armée belge.

Que faire? Comme noble, tenue oblige. Notre correspondant prit froidement place à son rang, à celui qui aurait occupé le roi du pays qui sont tombés à l'ennemi. Elle a raison. Mais où elle a tort, c'est quand elle suppose qu'un monument est une belle chose en soi, par le seul fait qu'il est consacré à quelque chose. C'est pourquoi, sans doute, toute fièvre d'avoir voté ce monument, la municipalité de ce petit village se renforce et ne tient plus de l'architecte. Le premier venu — à qui fut confié le soin d'établir le projet de dédicace — fut à la mairie, sous le bras, dans un beau rouleau de papier à décalquer. Et ce monument promet d'être parfaitement laid : large de base, évasé, cubique, surmonté d'une colonne arrondie à son faite, autour de laquelle court une inscription en caractères « modern-style », dont le monument lui-même est tout à fait dépourvu de style, de caractère, et semblerait venir en droite ligne de Munich.

Ce petit village est charmant — vous ne savez pas son nom : il est habité par des artistes, cinq ou six peintres, gens de goût, en tout cas habitués à juger, en artistes, de la beauté des choses destinées à l'homme et à l'embellissement de l'univers. Quand ils ont vu le projet déposé, ils ont poussé avec ensemble une modération exquise : j'en puis témoigner, j'étais là, ayant plaisir, moi aussi, à discuter sur les beaux-arts. L'un dit : « Ne pourrions-nous pas... oh! très légèrement... alléger cette base... de cette façon? » L'autre : « Crovez-vous pas que si la colonne était tronquée, par exemple... » Un troisième : « Si l'en fait de rien que ce monument soit parfait. Mais n'y pourrions-nous... »

De quoi? explosa soudain l'homme de l'art. Je suis architecte, n'est-ce pas? Je suis mon métier. Mon monument est admirable. J'ai été à l'école, moi! Mon monument restera comme il est. Vous êtes des ignares et des ignorants. Allons, la municipalité le trouve très bien.

Les cinq ou six peintres trop polis, et moi-même, nous sommes partis, après que l'archi-

te nous eut prouvé, par A+B, qu'en main, que nous n'y comprenions que dalle, et qu'il était un type dans le genre de Michel-Ange et de Palladio. Et, nonobstant l'opinion modeste de gens de goût trop bien élevés pour avoir raison, le monument qui est si laid — mais qui nous a démontré ne pas pouvoir être autrement — s'érigera, l'année prochaine, sur la place la plus en vue de ce charmant petit village. Et, pour nous consoler, nous rappellerons en souriant l'éternelle histoire d'Orion : « Et moi je vous souviens que mes vers sont fort bons... » EMILE HENRIOT.

En l'attendant...

La réception de M. Clemenceau à l'Académie fut, en outre, le thème de conversations sous la Coupole, et l'un des Immortels qui venaient de prendre part à ces conversations a bien voulu nous en donner cet écho :

« Le cas plaisant du comte de Clermont, qui l'Excelsior était l'autre jour, nous a rappelé d'autres « précédents », et il en est deux qui s'appliquent parfaitement au président Clemenceau et de la Conférence de la paix : celui de Colbert, qui est plus que jamais d'actualité, et celui du garde des Sceaux d'Argenson.

« Ce dernier venait d'être élu, et l'Académie se disposait à le recevoir, lorsque l'évêque de Fréjus, le futur cardinal de Fleury, — qui était des Quarante, informa ses confrères, le 30 juin 1718, que « M. le garde des Sceaux s'était adressé à lui, la veille, pour lui représenter que l'académisme d'Argenson n'était pas le même que l'académisme d'Argenson, et qu'il se trouvait dans la conjoncture présente ne lui laissait pas un moment de libre, et qu'il était obligé de suppléer très humblement la Compagnie de la dispenser d'une réception publique. »

« On opina alors sur cette demande. Les uns dirent : « qu'il était à craindre que cette dispense d'adieu peu à peu à affaiblir, et... » enfin, à abolir un usage qui, à ces deux jours, avait été publié et glorieux à la Compagnie. Mais d'autres observèrent que la dispense que d'Argenson demandait n'était pas sans exemple, que « cette même » grâce avait été accordée à M. Colbert pour les mêmes raisons, et qu'il avait pris sa place sans avoir fait de remerciement public. »

« Ils ajoutèrent que la dispense d'Argenson ne lui aurait point eu pour conséquence de lui enlever tout ce qu'il se trouvaient en pareille dignité, et dans le même ardeur d'affaires, qui pussent la demander. »

« La dispense fut accordée, et d'Argenson, comme autrefois Colbert, alla prendre sa place à une séance ordinaire.

« Que M. Clemenceau fasse de même ou autrement, il sera toujours le bienvenu parmi nous. »

Leçon de politesse

Un officier français nous rapporte la scène suivante, dont il fut le témoin à Mayence :

« Je me trouvais dans le tramway en compagnie de deux officiers anglais. Les places assises étaient toutes occupées. A une station, trois dames âgées montent. Nos deux collègues britanniques et moi cérons nos sièges. »

« Un peu plus loin, nous prenons à bord une autre femme portant un bébé sur les

bras. Plusieurs Allemands se trouvent à l'arrière, assis, mais pas un d'entre eux ne bouge. »

« Les deux officiers anglais les passent en revue d'un coup d'oeil rapide, s'avancent vers un jeune homme d'une vingtaine d'années, et le prient poliment de céder la place à la jeune mère. Il s'y refuse. Alors, toujours avec un calme déconcertant, les deux Britanniques font stopper le tramway, prennent le reculant sous les aisselles, puis, avec beaucoup de ménagement, le déposent sur la chaussée. »

« Il n'était pas revenu de son étonnement, que déjà nous étions loin. C'était une belle leçon de politesse. Je crains bien, hélas! qu'il ne l'ait pas comprise. »

Publicité

Un marchand de chaussures du quartier Rochefort entreprend d'attirer l'attention des passants autrement que par l'élegance de ses articles et l'élévation de ses prix. A chacun des modèles exposés dans ses vitrines il joint une inscription dans le texte singulier de l'actualité, par exemple : « Le Tigre », pour la moutarde ; le « George V », pour l'American ; au-dessus d'une paire de souliers jaunes on lit : « Pour l'Alsace ». Mais voici le plus de ces tableaux ingénus : une paire de box-calf (pointure 40) est surmontée d'une étiquette portant ces mots qui font rêver : « Pour traverser le Rhin ». Qu'est-ce à dire? Le Rhin ne sera-t-il retiré dans son lit, comme le Nil à certaines époques, ou bien cette peinture de 49 induratielle nous rappelle-t-elle à penser que des chaussures de patte de taureau se peuvent assécher à des bateaux?

La couronne de France

Les attributs de la royauté se composaient du sceptre, de la couronne et du manteau doublé d'hermine. Le roi ne présidait aucune cérémonie sans ces trois attributs.

Après le 21 janvier, la Convention ordonna que le sceptre et la couronne seraient brisés et fondus. La première partie du décret fut exécutée, et on vit de découvrir le sceptre et la couronne brisés en onze morceaux dans le trésor impérial, à Vienne, où ils avaient été recueillis par le frère de Marie-Antoinette. On ne sait qui les avait soustraits à la fonte.

« L'ABSENT »

« Quand ils reviendront... » L'avons-nous assez entendue, cette phrase, pendant la guerre... Ils sont revenus — presque tous... Dans l'absent, son dernier roman, Elie Dautin a posé, au cours d'une déchirante histoire d'amour, avec vigueur et audace, le tragique problème, à la fois sentimental et matériel, du retour des millions de soldats dans leurs foyers : les absents.

L'absent est un superbe roman de passion (Flammarion, éditeur, un volume à 5 francs, 10^e mille).

Dans « l'Illustration »...

La faiblesse du traité de Versailles... Cette semaine paraît dans l'Illustration le fac-similé en couleurs des onze pages portant les signatures et les sceaux des plénipotentiaires. La vire écarlate et les empreintes des sceaux, la faveur de moire rouge sur laquelle ils sont apposés, l'empreinte des soixante-sept signatures, le ton du papier, tout a été reproduit fidèlement, d'après l'original authentique du Chai d'Orsay. C'est un véritable document historique offert par l'Illustration à ses lecteurs.

PONT DES ARTS

L'église de Blanc-Mesnil, qui fut en partie détruite par la héra, vient d'être restaurée avec les concours de MM. Albert Combes, statuaire, pour les plaques commémoratives ; Henri Demolli et Léon, pour la décoration du monument. L'inauguration aura lieu, à 14 heures, à 9 heures, sous la présidence de Mgr Gibier, assisté de M. Neufville, maire de Blanc-Mesnil, et de l'abbé Angros, curé de la paroisse.

La messe Jacquemart-André, 158, boulevard Haussmann, sera désormais ouverte au public le vendredi de chaque semaine, de 1 heure à 5 heures.

Quelques franciscains de l'Académie française de l'Académie des Beaux-Arts ont conçu le dessin de reprendre une tradition — la tradition du portrait, — qui doterait le Palais-Mazarin d'un bon tableau intéressant.

Autrefois, tout bon de l'Académie française faisait exécuter son portrait par un maître de l'Académie royale de peinture, ou, tout au moins, par un bon peintre.

Tout et cadre étaient uniformes, et d'Olivel nous en a transmis la dimension : 31 pouces de hauteur sur 24 de largeur pour la toile, soit environ 80 centimètres sur 50. Le nom de l'académicien et la date de sa réception étaient inscrits au bas du cadre.

Quelle admirable galerie de tous ses élus l'Académie avait ainsi formée à la veille de la Révolution!

Que sont devenus ces précieux portraits? En juin 1793, craignant le vandisme, Mandat, chargé par ses collègues à la garde des archives de l'Académie, que l'on allait supprimer, les avait gérés au Louvre, dans une tribune de la salle des séances de la Compagnie. Après la tourmente, ils s'étaient encore. Mais on passa du Louvre au Palais-Mazarin, et les portraits ne passeront pas la Seine avec l'Académie.

Aujourd'hui, on veut les rechercher, et l'on voudrait aussi continuer la tradition par la série des portraits d'académiciens, interrompue depuis plus d'un siècle.

La galerie des portraits ne ferait-elle pas un heureux pendant à la galerie des bustes du Palais-Mazarin?

LE VILLEUR.

LES PREMIERES

AU THEATRE FEMINA. — « La Verité toute nue », pièce en trois actes de MM. Pierre Veber et J.-H. Montgommery.

La vérité n'est pas toujours bonne à dire : souvent même, pour ne pas être bête, on se tait. Mais dans la crainte de causer du chagrin à son prochain, on est obligé de dire la vérité. Imaginez un jeune homme, pour plaire à sa fiancée, décide de donner 20.000 francs qui lui dira la vérité, rien que la vérité, vingt-quatre heures durant, qui gagne le montant de l'enjeu, non sans avoir accumulé des désastres sur des dévastations, vous comprendrez que, sur ce charnière, sujet de conte philosophique, M. J.-H. Montgommery ait écrit une pièce dont le succès fut très grand en Amérique. M. Pierre Veber l'a adaptée à la scène française, avec sa finesse d'esprit habituelle. La Verité toute nue n'est d'ailleurs pas une inconnue pour nous. Elle a triomphé au Gymnase pendant deux mois représentations, et le Théâtre Femina, qui vient de la reprendre, est susceptible de lui assurer à nouveau une brillante carrière.

Pour la joie de tous, M. Max Deary, auteur de la Verité toute nue, de son extrême amitié, nous a fait offrir, en cadeau, un livre, qui sera, sans doute, le plus savoureux, sa science du théâtre, pour que le public voit et revoie le grand comédien avec un plaisir chaque fois renouvelé. A ses côtés, l'on a fort applaudi le charme et l'ingénuité de Mlle Marken, la sœur de Kitty Holt, la drôlerie de MM. Gihard et L. Sance et la composition caricaturale de M. Goussin. — GASTON LEBEL.

Comédie-Française. — Ce soir, pour la rentrée de M. M. de la Cour, dans le rôle d'Isidore Larchat, la Comédie-Française affiche les Affaires des Affaires. Mme Larchat également se rendra dans la pièce d'Octave Mirbeau.

Odéon. — C'est aujourd'hui, en matinée, et en soirée, que repartira sur l'affiche le drame émouvant de M. Charles Méré Les Trains Masqués. Le spectacle commencera par la Princesse.

Théâtre de Verdur de Pré-Catalan. — Deux pièces nouvelles seront créées demain, au théâtre de Verdur de Pré-Catalan : une Daphnis et Chloé, quatre actes en vers de M. Irénée Mangot, et le Roi Moïse, un acte de M. Auguste Valéry.

M. Irénée Mangot a pris des libertés avec Longus, mais il a gardé, en des vers plus simples, plus harmonieux, toute la naïveté délicate du célèbre roman grec. Le Roi Moïse, quoique joué en poèmes, est d'une actualité brûlante. Le souffle d'Eschyle passe dans cette œuvre patriotique qui sera interprétée par M. Henry Duval, Mlle Alice Barton, MM. Max-Pari et Goudere.

Daphnis et Chloé sera joué avec une partition de M. André Karquel, par Gabriel Frère, Maria Fromel, MM. L'atou, Max-Pari, Goudere, Henry-Duval, L'atou, Angely, Mmes Bianchini, Max-Pari, Monique Lagrange et Mlle Gisèle de Charnoy, de l'Opéra.

PETITES NOUVELLES

Hier, à en lieu au théâtre Edouard-VII, la lecture aux articles de l'Erreur d'une nuit d'été, la comédie de M. Philippe Maugué, qui succédera à l'Erreur de la nuit d'été.

Le spectacle actuel du Grand-Guignol sera joué jusqu'au 14 courant.

Un poing... c'est tout, tel est le titre d'une grande revue d'opéra de MM. P. G. et J. de Mory, qui passera, le 15 septembre, à la Gaîté-Rochefort.

BRICHAITEAU

AUX VARIÉTÉS

SUCCÈS SANS PRÉCÉDENT

pour

LE MARCHÉ D'AMOUR

opérette libertine en 3 actes

Simone JUDIC L. ELAIN

Marcel VALLÉE Thérèse CERNAY

Robert QUINQUAULT DOUGRA

de l'Opéra la danseuse hindoue

et

Harry BAUR

THÉÂTRE ANTOINE

Tous les soirs à 8 h. 15. Matinée Dimanche

LA GAMINE

Pièce de gaîté et d'émotion

Fautouils de 2 à 5 fr. Location gratuite

FEMINA. — Max Deary, plus en vers que jamais, interprétera demain, en matinée et en soirée, le rôle fameux de « Bon dans la Verité toute nue », qui compte parmi les meilleurs chefs-d'œuvre. A côté de lui, feront applaudir Mmes Marken, Capazza, Morgane, Kitty Holt et Rito; MM. Goussin, Sance, Gihard, Balreau, etc. La location est ouverte.

LE VILLEUR.

LA LEÇON D'ANATOMIE

Dessin inédit de Henry Fournier.



— Elle est du corps de ballet...
— Vous voulez dire du manche à balai?...

ADIEU, JEUNESSE LA POUPÉE DE SON

FATTY BISTROT, Comique

La semaine prochaine : L'HOMME SANS VISAGE, interpr. par Greste

